

Je plaide pour ces nombreux jeunes gens bien exercés qui ont vécu dans des fermes toute leur vie et qui, aujourd'hui, n'ont pas de terre à eux, ou, s'ils en ont, trouvent les frais généraux trop élevés pour l'exploiter et désirent se transporter dans des régions plus nouvelles et moins surchargées d'impôts. Comme je l'ai déjà dit, j'ai reçu des lettres de bien des endroits de l'Alberta, me demandant si l'on a dressé un plan quelconque pour aider les Canadiens à s'établir cultivateurs. Si j'avais à résumer la pensée de ces jeunes gens, voici ce que je dirais: Avant la crise les pères de quelques-uns d'entre eux avaient fait des versements sur leur terrain, dans bien des cas du très bon terrain. Ils s'étaient établis là, mais malgré leur industrie et leur épargne, ils n'ont pas pu supporter la disproportion entre les bas prix de leurs produits et leurs frais d'existence doublés des impôts; ils ont donc décidé de s'en aller dans de nouvelles régions telles que celles de la rivière de la Paix, où l'on peut se procurer des homesteads et où les impôts sont moins élevés. Ces jeunes gens des deux sexes pourraient aller là si le gouvernement les y aidait. Je connais des centaines, que dis-je, des milliers de jeunes gens qui sont dans le même embarras. Imaginez ce qu'ils ressentiraient si on leur refusait de l'aide, en même temps qu'on faciliterait l'établissement de jeunes gens du dehors sur nos fermes canadiennes. Ce serait une façon d'encourager le communisme au pays. J'estime que le devoir du gouvernement est d'aider ses propres nationaux avant d'aider les gens du dehors. Les jeunes gens qu'on amènerait de l'extérieur auraient besoin de faire un apprentissage, et je ne suis pas de ceux qui disent que même après avoir reçu un certain entraînement artificiel, ils pourraient faire d'aussi bons cultivateurs que nos jeunes Canadiens élevés à la campagne. C'est impossible. Il n'y a pas un garçon qui puisse faire un aussi bon cultivateur que celui qui a été élevé dans le métier. Il y a bien des familles dans nos campagnes aujourd'hui, qui ont six, sept, huit, dix ou douze enfants, mais ces jeunes gens ne peuvent pas s'établir. Ils ne peuvent pas acheter de terrain à côté de celui de leurs parents, parce que cela coûte trop cher et que les taxes sont trop élevées. Le seul endroit où ils puissent aller, c'est dans les régions nouvelles, telles que celle de la rivière de la Paix, où il y a une quantité de homesteads à prendre. Mais ces jeunes gens ont même de la difficulté à se rendre là, parce qu'ils n'ont pas l'argent voulu pour les débuts. Si le gouvernement leur donnait seulement de quoi les lancer, je suis sûr qu'ils feraient de bons cultivateurs et ne seraient pas une charge pour les contribuables du pays.

Pour terminer, monsieur l'Orateur, je dois dire que j'approuve le fond de la résolution et je crois que le député de Témiscamingue-Nord (M. Bradette) mérite d'être félicité pour avoir soulevé la question à la Chambre.

M. F. W. GERSHAW (Medicine-Hat): J'ai reçu plusieurs lettres de jeunes gens qui sont désireux d'obtenir un peu d'aide pour entreprendre la culture. Nous admettons tous, je crois, que la culture est la plus ancienne des occupations; de tout temps, elle a été l'occupation du genre humain, et si l'on doit venir en aide à quelqu'un dans ce pays c'est bien aux fils et aux filles des pionniers qui désirent subvenir à leurs propres besoins et s'établir définitivement.

Dans le district que j'habite il se trouve un grand nombre de jeunes gens qui désirent s'établir dans les localités avoisinantes, et c'est là, je crois, un projet dont il faudrait s'occuper. Ils connaissent la nature du sol et les difficultés à vaincre, et ils sont bien plus en mesure de vaincre les éléments, d'éviter les désastres si communs dans la vie rurale, que ne le sont les gens qui viennent d'autres parties éloignées du pays.

Nous savons qu'il existe une surproduction de blé, de bestiaux et le reste. Mais plusieurs de ces gens ont été élevés sur des fermes et veulent s'établir; ils s'occuperaient de culture mixte et s'efforceraient de produire tout ce dont ils ont besoin; ils n'ajouteraient ainsi guère à la surproduction et ne dépendraient de personne. Vraiment l'Etat doit quelque chose aux jeunes garçons et filles du pays; il doit leur fournir l'occasion de s'établir dans la vie commerciale, industrielle ou agricole du pays. Il me semble donc qu'une décision en ce sens serait excellente.

Je comprends le désir des jeunes de s'établir dans les environs du lieu qui les a vus naître et de former des centres sociaux. Ils vivraient à proximité les uns des autres, et profiteraient des églises, des écoles, des routes et le reste, et pourraient compter sur les soins du médecin et le service des hôpitaux. Dans l'Alberta, des gens sont allés s'établir dans des districts éloignés et, lorsque la maladie est survenue, la province a dû dépenser des centaines de dollars pour les amener dans des endroits où leur cas pouvait être traité. Ils sont allés dans des districts où les services publics, les chemins, les écoles, les églises, les ponts et le reste, n'existaient pas; ils ont ainsi forcé la province à faire des dépenses considérables. A mon sens, si l'on établissait des centres sociaux, si l'on venait en aide aux gens nés dans un district pour qu'ils se fondent un foyer, la vie sociale sur la ferme serait plus attrayante et l'on ajouterait beaucoup au